PU[illegible]

Le Louisianais

Prix de [illegible]

CONVENT P. O.—ST. JACQUES, GENTILLY,—LOUISIANE.

SAMEDI 6 JANVIER 1877.

JOURNAL DES PAROISSES ST. JACQUES ET A[illegible], LE.

La liberté finit où commence la licence.

VOL. XIII..................NO. 10.

J. GENTIL, REDACTEUR.

AGENTS DU LOUISIANAIS.

Nouvelle-Orléans:—A. G. Romain, Tchoupitoulas St. No. 15.

St-Jacques, St.-Jean-Baptiste, Iberville, Assomption et Ascension:—Just Comes, Donaldsonville.

Lafayette, Attakapas:—Edouard E. Mouton.

Nouvelle-Ibérie:—Auguste Girod.

Vacherie:—Morris Feitel.

SOLUTION.

I.

C'est le mot du jour.

C'est la grande préoccupation de tous les esprits et de tous les intérêts.

Car la crise politique que nous traversons, qui menace l'honneur et l'avenir de la république, dans laquelle tant de sentiments et de passions sont en jeu, demande une solution, et une solution aussi prompte que franche.

Il n'est pas possible, pour le salut de ce pays, qu'on ignore plus longtemps quel est le premier magistrat de cette république, et nous cesserions certainement de croire à la république, comme aussi de croire à la démocratie, si ce premier magistrat, l'élu de la volonté nationale, l'expression du suffrage universel, ne pouvait point être inauguré à la façon accoutumée et selon l'assentiment et le respect du peuple tout entier.

Un *compromis* ne satisferait personne, et s'il est quelquefois permis d'en faire au nom des intérêts, il est souverainement dangereux d'en faire un au nom des principes. Les principes compromis sont des principes sacrifiés. Un président douteux vaudrait moins qu'un président faux.

Après tout, la solution est-elle aussi difficile à trouver qu'on le dit, et ne pourrait-on pas, si les partis voulaient se taire, si la justice et la bonne foi parlaient plus haut que les passions et les ambitions politiques, s'incliner devant la volonté nationale et proclamer élu qui est élu, président qui est président, hôte de la Maison Blanche celui qui a seul le droit de pénétrer dans la Maison Blanche des présidents légitimes?

Il n'existe certainement aucun doute dans l'esprit des hommes sincères. Les vrais patriotes sont convaincus. Seuls, les ambitieux, les politiciens, les partisans, feignent encore de douter. Mais Tilden a été incontestablement élu. Il a eu le vote populaire, et la fraude seule peut lui enlever le vote électoral. Quant à cette fraude, trop impudente pour triompher, elle est visible, patente, monstrueusement évidente, et de nature à faire rougir la plus misérable et la plus corrompue des républiques. Il lui faut, pour remplir son [illegible] pour renverser la volonté nationa[illegible] ur faire de cette république une pr[illegible] ation, qu'elle s'exerce dans trois Et[illegible] à la fois, qu'elle s'appuie sur l[e]s ba[illegible] ettes brutales, qu'elle méconnaisse [illegible] ute autorité des Cours Suprêmes, [illegible] 'elle soit autorisée, commandée [illegible] publiquement protégée par un E[illegible] tif trois fois criminel. Si Grant n'eû[illegible] s dit un mot, si le parti dont il est l'âme damnée n'eût pas voulu s'éterniser au pouvoir, si nous eussions vécu aux temps de paix, d'honneur et de légalité, non à une époque d'agitations, de révolutions et de *reconstructions* violentes et passionnées, la transition aurait été calme, simple, naturelle, à peine sentie, et les déplacés n'auraient pas même donné un signe de mécontentement et de mauvaise humeur.

Lincoln aurait serré la main de Tilden.

II.

La Chambre et le Sénat de Washington cherchent ensemble le meilleur moyen de compter le vote électoral pour le président et le vice-président des Etats-Unis.

Ils veulent connaître, selon la meilleure des arithmétiques, quel est le meilleur mode de proclamation.

Car il paraît que la loi et la Constitution, bonnes jusqu'alors, mauvaises aujourd'hui, sont obscures, confuses et incomplètes sur un point de cette importance.

Quoiqu'il en soit, la Chambre démocratique et le Sénat républicain, aussi peu d'accord entre eux que le Sénat et la Chambre de Versailles, ont nommé l'un et l'autre un comité chargé de faire la lumière sur le point obscur et de trouver une solution au redoutable problème.

Le Sénat, dans le cas, est représenté par MM. Edmunds, Morton, Frelinghuysen, Logan, Thurman, Bayard et Ransom; et la Chambre, de son côté, a pour mathématiciens MM Payne, Hanton, Hewitt, Springer, McCrary, Hoar et Willard.

Ce sont de braves gens, dit-on.

Mais s'entendront-ils et trouveront-ils une solution qui convienne à la Chambre et qui convienne au Sénat?

Certes, si la Chambre et le Sénat étaient tous les deux démocrates ou tous les deux républicains, ils ne chercheraient même pas le meilleur moyen de compter le vote électoral, et l'on n'aurait point eu l'idée de nommer des comités à cet égard. Le problème serait des plus simples.

C'est dire que la Chambre démocrate et le Sénat républicain ne peuvent guère s'entendre et ne s'entendront guère. Les comités congressionnels, de retour de la Louisiane, de la Caroline du Sud et de la Floride, produiront de doubles rapports, les uns blancs et les autres noirs, et l'obscurité, se fesant plus profonde sur le vote des Etats contestés, les partis resteront les partis, le Sénat restera le Sénat, et la Chambre devra rester la Chambre. On parlera beaucoup sans effet, et la solution, comme en de semblables cas, pourrait bien sortir de l'imprévu et du redoutable.

Mais si vous voulez donner une bonne solution à la république, et si vous voulez sincèrement que cette république ait de longs jours de paix et de prospérité, débarrassez-là le plus vite possible de cet appendice de royauté et de cette queue de singe qu'on nomme présidence. Trop d'ambitions, de convoitises et de servilismes se groupent autour de la présidence. L'élection qui fait le président est une élection maudite. Le président, surtout quand il est soldat, et aux jours de corruption, a toujours des rêves malsains de despote et César. Nous savons et nous voyons aujourd'hui tout ce qu'il peut oser, dire et faire. Grant ne garde aucune mesure. Grand électeur, il a fait les élections à la baïonnette, par la fraude, au moyen du *Bureau des retours*, au mépris du droit, de la loi et de la volonté nationale. Vaincu quand même, il veut installer quand même son homme, sa créature, son élu.

Savons-nous si la volonté de Grant ne prévaudra point?

III.

Quant à l'institution du *Sénat*, elle est désormais condamnée.

Voyez ce qu'elle produit en France et ce qu'elle produit ici.

Au lieu d'être l'entente, l'accord et la garantie dans l'action législative, elle est le tiraillement, la lutte et le désordre. A de certains moments, grâce aux conflits qui peuvent surgir, elle livre aveuglement le pouvoir à l'Exécutif toujours ambitieux. Car vous n'avez plus deux bras obéissant à une même pensée, mus par une même volonté, inséparables dans l'harmonie. Celui de droite frappe à droite, celui de gauche frappe à gauche. En d'autres termes, pour nous servir d'une vieille et vulgaire image, l'un tire à hue et l'autre tire à dia, et le timon de l'Etat s'embourbe et se brise dans la boue.

Il n'est pas nécessaire d'avoir deux Chambres pour représenter le même intérêt, et vos deux Chambres, dans une république comme dans une monarchie, ne représenteront jamais le même intérêt.

Au reste, votre Sénat américain, avec ses deux sénateurs par Etat, n'est guère l'expression du suffrage universel. Le sénateur, élu du second degré, est le plus souvent le résultat de l'intrigue, de la ruse et de la corruption. Les sénateurs de ces derniers temps, dans plus d'un Etat, savent volontiers combien coûte un législateur. Kellogg, présentement candidat à ce poste d'honneur, pourra dire demain, s'il est élu par la ménagerie Packard et Antoine, qu'il est des hommes qui se vendent bon marché et valent encore moins. Combien cela vous a-t-il coûté, sénateur West?

Mais la question est ailleurs pour le moment.

Elle est à la solution présidentielle.

Or, entre autres solutions proposées, étudiées et même possibles, nous trouvons celle-ci:

La Chambre veut Tilden, le Sénat veut Hayes, et le peuple ne sait plus ce qu'il veut, ou mieux sait qu'il veut la paix. Alors, que faire? Comment dénouer le nœud gordien? Car nous ne supposons point qu'on permette à Grant de le trancher. Grant, toutefois, ne demanderait pas mieux. Ce Grant ne manque ni d'ambition ni d'audace. Mais notre république, Dieu merci, nous l'espérons tout au moins, n'est pas encore assez mûre pour le despotisme et le césarisme. Or, que résoudre et que conclure? Bah! Et le *compromis?* Car la politique des compromis est volontiers celle du jour et celle des Wheeler. Elle n'est pas digne sans doute, et nous savons qu'elle fait des dupes; mais elle a le précieux avantage de rassurer les intérêts, de donner une paix momentanée et d'ajourner les révolutions. Donc, bâclons un *compromis*. Les votes électoraux de la Louisiane et de la Floride ne seront donnés ni à Hayes ni à Tilden, étant plus ou moins entachés de violence et de fraude, et nul des deux candidats n'aura été directement et convenablement élu. Dernière opération:—La Chambre démocratique élira Tilden président des Etats-Unis, et le Sénat républicain lui adjoindra comme vice-président W. A. Wheeler.

Et la situation sera sauvée.

Quod erat faciendum.

IV.

Butler, lui, propose une solution plus nette en apparence, mais non moins injuste, et certainement plus perfide.

Butler annule l'élection passée.

Il y a eu fraude, violences et mensonges des deux côtés; la justice a été indignement méconnue, et aucun des deux candidats n'oserait se croire et se déclarer légalement élu président des Etats-Unis.

Telle est l'assertion de Butler, et son argument part de là.

Point n'est, bien entendu, nécessaire de nier l'assertion de Butler, et le peuple américain n'ignore pas que Butler, en fait d'honneur et de justice, n'est une autorité pour personne. Butler sait qu'il ment, mais il sait aussi que mentir entre souvent dans les besoins d'une cause. Il est avocat.

Quoiqu'il en soit, puisque l'élection présidentielle a été viciée et mauvaise à plus d'un titre, Butler veut qu'on la considère comme nulle et non avenue, comme sans effet et sans résultat, et que le peuple américain soit convoqué de nouveau en comices électorales et se passe l'agrément de voter de rechef. *Similia similibus carantur.*

Votons donc.

Mais si la fraude électorale est dans nos mœurs et la corruption politique dans nos habitudes, est-il logique d'admettre que nous changerons du jour au jour et que l'élection de demain nous fera une virginité de rosière démocratique ou républicaine? L'ivrogne a promis de ne plus boire, mais tressaille et bondit à la vue d'un carafon de liqueur. Les conversions subites, métamorphoses singulières, ne peuvent être que miraculeuses, c'est-à-dire rares. Et tant que les votants américains, comme dirait Rabelais, voteront de voterie, les faits d'hier et d'avant hier se reproduiront.

Nous avons les mœurs politiques et électorales horribles.

La politique est devenue une profession, un métier, un *modus vivendi*, et cela de la base au sommet, de bas en haut.

Mais s'il est une Administration qui mérite entre toutes la réprobation et le mépris des honnêtes gens, des hommes de principes, des patriotes, soit démocrates soit républicains, c'est la dernière, celle de Grant, celle qui a préparé, dirigé et conduit l'élection du 7 novembre. Le parti républicain voulait se maintenir quand même au pouvoir. Il s'y était accoutumé comme un empereur à un empire. Possession, pour lui, valait titre. Aussi, grâce à une *Reconstruction* fausse et faussée, à un fonctionnarisme servile et nombreux, à des soldats plus dociles qu'intelligents, à une presse officielle dûment et magnifiquement salariée, comme aussi à des Cours de justice peu dignes et à des gouverneurs d'Etat peu honorables, l'on a vu l'Exécutif transformé en grand et suprême électeur. Toute la machine gouvernementale et administrative, finances comprises, a été au service complet d'un parti. Et si le *suffrage universel*, dans ces derniers temps, n'a pas échoué dans la honte, ce n'est pas la faute à l'Administration de Grant et des siens. Au besoin, s'il le faut, on est disposé à le faire échouer dans le sang. Car, nous le savons, les partis sont féroces.

L'empire de Napoléon III a été en partie tué par les *candidatures officielles;* mais jamais les dites *candidatures officielles*, en France, sous l'empire, avec le personnel des préfets et des gardes-champêtres, n'ont eu le caractère odieux et révoltant qu'elles ont eu sous la présidence de Grant, et dans cette république. Les ministres de Grant, voleurs ou non, car il y en a eu plusieurs qui furent des chenapans, ont été de vils courtiers d'élection. Les places publiques étaient vendues à l'avance, et quelquefois à plusieurs.

Et c'est contre cette immoralité, au nom de la *réforme* et du salut public, que le parti démocratique a pacifiquement et courageusement agi et lutté.

Aussi, sans refaire une élection déjà faite, si le parti démocratique a triomphé, qu'on ne lui conteste ni son triomphe ni son droit.

Dans le cas contraire, si Hayes est élu, que Hayes soit, et que Dieu sauve la république.

Mais ce cas contraire n'existe pas.

NOUVELLES.

VIEUX MONDE.—Lord Salisbury a vu le Sultan et lui a dit: Les Puissances sont d'accord sur le programme; acceptez les propositions; si vous ne les acceptez point, vous ne pouvez compter ni sur l'argent ni sur les hommes de l'Angleterre. Le Sultan a répondu: Accepter ces propositions, c'est risquer ma couronne et ma tête. Aussi le Lord Salisbury a-t-il immédiatement télégraphié à l'amiral Drummond d'avoir à retirer sa flotte des eaux turques. Mais le Sultan se ravisera sans doute. En attendant, la conférence continue, et l'armistice a été prolongé jusqu'au 1er. mars. —On dit les affaires financières de la Russie en aussi mauvais état que celles de la Turquie.—Bismark, lui, tire mystérieusement ses grandes ficelles.—En France, dont Simon est le ministre éphémère, où les cléricaux et les bonapartistes jouent un jeu diabolique, tout est apparemment calme. Simon le simoniaque Simon, comme l'appellent certains individus, a dit aux syndics des agents de change de Paris: Je compte sur la sagesse de l'Europe, et je crois fermement à une solution pacifique de la question orientale.

P. S.—La situation devient grave en Orient. La Russie repousse et ne veut pas discuter les contre-propositions turques.

NOUVEAU MONDE.—Est-ce plus clair par ici? S'il faut en croire le *Sun*, qu'on dit bien renseigné, Blaine et Conkling abandonneraient la politique de parti dans l'intérêt de la justice et ne voudraient pas se rendre complices d'un crime en déclarant Hayes élu, s'il est prouvé d'une manière satisfaisante qu'il n'a pas été honnêtement élu. D'un autre côté, Grant aurait dit: En ce qui regarde la Louisiane, les ordres donnés en 1872 et 1874 sont toujours les mêmes. Il n'y a point eu d'élection impartiale en Louisiane depuis la guerre. Une commission jointe sur les élections ne s'entendra pas. Le président *pro temp.* du Sénat des E. U. agira comme président des E. U. Les membres du Cabinet r[illegible] teront en fonctions. L'acte de 1792 s[illegible] révoqué, afin d'ordonner une *élection* [illegible] mois de mai, et le nouveau Prési[illegible] sera inauguré le 4 juillet. En atten[illegible] cette solution, qui n'est point pos[illegible] le gouverneur Vance, de la Caroli[illegible] Nord, a dit dans son discours d'i[illegible] ration: Nous ne désirons pas n[illegible] barquer dans une révolution, m[illegible] ne sommes point disposés à n[illegible] mettre tranquillement à l'outr[illegible] force brutale. Quant à Tilden [illegible] guration de son successeur, [illegible] neur L. Robinson, il a parlé [illegible] et n'a point touché à la que[illegible] dentielle.—Wade Hampto[illegible] Hayes et à Tilden une lett[illegible] cile à comprendre. Le so[illegible] gressionnel donnerait le [illegible] tiel à Hayes et le vote d[illegible] ton. Même imbroglio en [illegible] Bureau des scrutateurs [illegible] les votes, accorde le vo[illegible] Hayes et l'Etat aux [illegible] terrible accident est [illegible] min de fer du Pacifi[illegible] Un pont s'est effond[illegible] été broyés et brûlé[illegible] sonnes ont péri.

Au Mexique, D[illegible] Iglesias est à Gu[illegible] vivant, est à Ma[illegible]

P.S.—Le cabi[illegible] rien décidé à [illegible] de la Caroline [illegible] assez de troup[illegible] dit Grant. O[illegible] de reconnaît[illegible] trois Etats. décision d[illegible] Hampton [illegible] et prélèvent [illegible] la Cour Suprême ordonne [illegible] au Bureau des scrutateurs de recompter les votes.—Le gouverneur L. Robinson, dans son message, nie à tout gouvernement fédéral ou d'Etat le droit d'investir quatre individus du pouvoir que possède le Bureau des retours de la Louisiane.

LOUISIANE.—Ce qui était prévu est arrivé lundi. Quand les représentants démocrates, accompagnés d'une grande foule, sont arrivés à la porte de la Maison d'Etat, ou mieux de la forteresse St. Louis, Isidore McCornick, aide-de-camp de Kellogg, ayant derrière lui tous les policiers et tous les soldats de la Nouvelle-Orléans, a dit au colonel Bush et aux représentants qui l'accompagnaient: Votre certificat du *Bureau des Retours?* On n'entre pas!

Et les représentants démocrates se sont tous retirés sans bruit et organisés à la salle St. Patrick. Là, la Chambre, composée de 62 membres, a élu pour speaker le colonel Bush. Quant aux sénateurs, ils ont élu pour président H. D. Ogden. L'œuvre du jour a été la nomination d'un comité de 8 membres, chargé de préparer une adresse au peuple. Le représentant au Congrès Morrisson, fait partie du dit comité.

La Législature de Kellogg et Packard, de son côté, barricadée dans l'Hôtel St. Louis, protégée par les troupes fédérales et les policiers de Badger et de Loan, s'est organisée selon l'ordre des maîtres. La Chambre a fait choix de Hahn, comme speaker. Elle a aussi, immédiatement, comme Papavoine aurait fait, aboli la Cour Supérieure de District et la Sixième Cour de District. Ces gens-là n'aiment pas les juges. Puis, par conscience de son indignité et peur de malandrin, elle a voté une demande de troupes. Enfin, réunie au Sénat, dont Antoine est le président et qui compte 15 noirs et 4 vauriens, elle a pu applaudir le message de son maître Kellogg.

Le message de Kellogg loue Kellogg et insulte la population blanche de la Louisiane.

Est-ce une insulte?

La ville est calme. Nous disons par là que le peuple, habitué aux outrages de ce genre, ne fait pas éclater son indignation et attend avec patience le jour de la raison, de la réparation et de la justice.

L'*Abeille* a raison, disant: "Packard et Antoine et leur contrefaçon de législature pourront jouer au gouvernement dans l'intérieur de la Maison d'Etat, s'ils y sont protégés par les troupes fédérales, mais, hors de l'enceinte de cette forteresse, leur autorité ne sera pas reconnue."

P.S.—La Législature démocrate-conservatrice siége. Elle a proclamé gouverneur élu F. T. Nicholls, et lieutenant-gouverneur élu, L. A. Wiltz. La caserne et caverne Kellogg, elle, a déclaré élus les sieurs Packard et Antoine.—Les contribuables de la Nouvelle-Orléans, en très grand nombre—et là est la question—ont adopté des résolutions fort patriotiques et fort logiques. Ces résolutions engagent la législature légale et honnête de la Louisiane à voter des mesures pour la perception de 5 pour 100 des taxes de l'année courante.—Kellogg dit en son message: "C'est un des legs lamentables de l'esclavage qu'une classe nombreuse de la population blanche regarde l'agriculture comme un signe de dégradation." Cela, Kellogg, est un mensonge. Ce qui est vrai, c'est que pas un des maudits carpet-baggers de la bande à Kellogg n'a jamais remué un pouce de terre et planté un chou. La politique, métier de voleur, paie mieux.—Mais, comme en avait couru le bruit, on n'a pas trouvé de crabes aux bénitiers de l'Eglise St. Louis, dans la nuit de Noël.

[illegible] EURS.

[illegible] trois.

[illegible] Jacques a l'hon[illegible] ois.

[illegible] s ou législateurs!

[illegible] squetaires noirs!

[illegible] bien entendu, sont [illegible] au service de son Ex[illegible]

[illegible] Simms, Dickerson et [illegible]

[illegible] eux, Simms et Como, sa[illegible] peu écrire et faire des [illegible] s le troisième, Dickerson, [illegible] us le nom d'Académicien, [illegible] que des grimaces.

[illegible] fait supérieurement, avec [illegible] parfait, et sans s'en douter. [illegible] donc les gens choisis pour [illegible] er des lois, pour honorer la [illegible] et pour glorifier la civilisa[illegible]

[illegible] piter! pouvait-on choisir plus [illegible] a peuple qui s'inflige de tels lé[illegible] urs, qui confie son salut et ses [illegible] es à de semblables ignorants, mé[illegible] l vraiment le nom de peuple?

[illegible] a! il est convenu que [illegible] ni l'Amérique [illegible]

[illegible]

[illegible] ne sont pas noirs ou de [illegible] leur.

M. J. Dornberger, qui est rose comme une pomme de Judée, et M. Davis, que très peu de gens connaissaient avant son élection, n'ont pas l'avantage d'être noirs.

Aussi ni l'un ni l'autre n'est président.

Quant à M. A. Mire, le Wire du Bureau des Retours, il paie, dit notre voisin, taxes sur 30 acres de belle et bonne terre.

Oui, et nous en sommes heureux pour M. Mire; mais M. Mire, qui fut coroner aux temps où les gens mouraient assez bien et payaient de même, n'en sait pas mieux écrire pour cela. Comme ne connaissant guère la tenue des livres en partie double, ni même en partie simple, il est peu apte à vérifier les livres des trésoriers et des collecteurs.

Quant à reprocher au *Democrat* d'avoir donné le nom de *Notes de l'Enregistreur* aux *scrips* du dit enregistreur, c'est reprocher une erreur bien légère. Car les dits *scrips* ne sont guère que des *notes* signées par l'officier en question. Et si le Jury de Police faisait son devoir, avant de donner à ces *notes* une valeur monétaire et de circulation, il en examinerait la validité et la morale.

Les enregistreurs Como et Thompson sont-ils infaillibles, et ne se sont-ils pas trompés?

L. Como, lui, l'*inéligible* Como, est présentement l'un des membres de la Législature Packard.

Mais, voisin *Sentinel*, pourquoi accorder si peu d'autorité et de poids aux opinions de L. A. Wiltz? Cela n'est pas bien. L. A. Wiltz, élu lieutenant-gouverneur de l'Etat, sera lieutenant-gouverneur de l'Etat, et s'il vous recommandait comme collecteur des taxes, sa recommandation ne serait pas sans autorité et sans poids.

Soyons bien avec les puissants.

NOS OFFICIERS.—Nous savons que nos officiers de paroisse ont été élus.

Et ils ont reçu leurs brevets de Kellogg.

Mais nous ignorons encore si les cautions de rigueur ont été trouvées et fournies.

Car les contribuables et les citoyens responsables de la paroisse, avant de donner leurs noms et leur garantie aux fonctionnaires élus, doivent se demander si les dits fonctionnaires sont capables, honorables, acceptables, et si leurs noms et leurs intérêts ne seraient pas compromis par une trop grande complaisance et un trop facile abandon.

Le suffrage universel, depuis huit ou neuf ans, nous joue de si singuliers tours! C'est un grand aveugle, et les yeux lui sont tombés depuis longtemps.

Mais si les commissions du sieur Kellogg, délivrées aux *élus*, sont légalement respectables, comment devons nous traiter celles qui viendront de Packard, et nous inclinerons-nous devant les créatures de cet usurpateur?

Tout ce qui viendra de Packard, hommes et choses, viendra de l'usurpation, du mensonge et du Bureau des retours.

Nous méprisons cela.

Et nous ne reconnaissons pas d'autre gouvernement que celui de Nicholls et de Wiltz.

Et nous ne payerons les taxes qu'aux percepteurs nommés par le gouverneur Nicholls.

Et nous dirons aux autres: Vous êtes des ennemis, des intrus, de faux officiers publics, des fonctionnaires sans pouvoir et sans droit.

Au reste, demain, au 4 mars, et même avant le 4 mars, il ne restera pas en Louisiane vestige du gouvernement de Packard.

Ce mensonge s'évanouira comme une fumée.

Et c'est l'homme qui n'a qu'un bras, qui n'a qu'une jambe, mais dont le cœur est ferme, la conscience droite et le patriotisme haut, qui sera gouverneur de la Louisiane.

ATHENEE.—Nous avons reçu les *Comptes Rendus* de l'Athénée Louisianais, 4ème. livraison.

Cette livraison, comme les précédentes, est d'un intérêt réel.

Et c'est avec plaisir que nous voyons l'Athénée louisianais s'enrichir de membres distingués et devenir ainsi une institution de sciences, de littérature et d'honneur.

Un des buts qu'il se propose, le maintien, l'étude et le respect de la langue française en Louisiane, le recommande à l'attention de tous ceux qui aiment la langue de nos pères et n'ont point oublié que ces pères la parlaient en hommes libres, en hommes de cœur et en hommes civilisés.

Car la Louisiane n'a pas toujours été l'Afrique de Packard et d'Antoine.

Nous détachons des *Comptes Rendus* de l'Athénée le passage suivant—article chronologique—qui prouve que le monde est plus vieux qu'Adam:

"Dans la chronologie de l'Inde ancienne chaque événement [illegible] était consigné [illegible]

[illegible] que [illegible] élevé au rang de [illegible] rême de la religion brahmanique, il y a 15176 ans.

Les premiers âges de la civilisation indoue remontent à vingt mille ans et plus.

Cette antiquité auprès de laquelle l'antiquité grecque, romaine, égyptienne, est si peu de chose, n'a plus rien qui nous étonne, depuis que de découverte en découverte on a rencontré les traces de l'homme jusque dans les terrains tertiaires, c'est-à-dire à un âge de la formation de la terre, qui met entre lui et nous une suite de quelques centaines de mille années."

Il y a cependant des hommes qui veulent brûler des hommes pour trois lettres d'un texte sacré!

Mais ces hommes-là sont les sectateurs de Siva et des bonzes absurdes.

DECES.—Les vieillards s'en vont, et c'est selon la loi de Dieu.

La semaine dernière en a vu partir deux dans notre voisinage, Madame Augustin Richard, respectable dame âgée de 82 ans, et M. C. Dubois, qui descendait vers sa 69ème. année.

M. C. Dubois était natif de France, Carcassonne, chef-lieu du département de l'Aude, et il habitait la Louisiane depuis environ quarante ans.

VARIA.—Ce mot est latin, messieurs les juges et messieurs du Jury de police.

Il signifie: tout et le reste.

Or, nous disons:

—Le juge de paroisse, son Honneur S. F. Siskron, a ouvert sa Cour mardi. Histoire de prendre possession de la place et de prouver qu'il est juge.

L'*avocat* Cohen, qui est greffier, n'a défendu aucun criminel.

—Nous ne connaissons point la décision de son Honneur Maher, juge en Donaldsonville, dans le cas M. Marks et Flagg. Est-elle donnée?

Mais M. Marks, juge élu, *inéligible*, dit-on, possède un certificat de *bachelier en droit*, ou mieux une lettre des Administrateurs de l'Université de la Louisiane requérant la Faculté d'avoir à délivrer à M. Marks un diplôme de *bachelier en droit*.

C'est là un cas nouveau, singulier et que Lesage n'avait pas prévu en son *Bachelier de Salamanque*.

—Le Jury de police de St. Jacques se réunit aujourd'hui à la Maison de Cour. Nous espérons qu'il fera de bonnes choses.

L'*avocat* Cohen sera sans doute présent.

A propos, *avocat* Cohen, et greffier, car vous l'êtes encore, pourriez-vous nous dire pourquoi le Bureau des retours, c'est-à-dire des coquins, dans sa proclamation du vote de St. Jacques, accorde une voix de moins au candidat J. Gentil qu'au candidat L. Gaudet, quand il est notoire et connu que ces deux candidats ont eu le même nombre de votes?

Dites-nous également, si vous le savez, ô *l'homme au sceau*, quel est l'auteur de cette erreur ou de cette petite canaillerie.

Comme vous êtes *avocat*, nous vous confierons le cas, à moins que vous ne soyez pendu avant.

—Et les bandits qui, la sema[illegible] nière, ont assassiné M. Arrieu, [illegible] nête et vieux Français de la [illegible] Ascension, méritent punition et [illegible] son.

On les dit noirs, au nombre d[illegible] et en prison.

C'est la nuit, dans le magasi[illegible] gendre, sur l'habitation A. La[illegible] peu de distance de Donaldson[illegible] Arrieu a été horriblement mass[illegible]

—L'hiver s'est montré âpre e[illegible] la semaine de Noël et la semain[illegible] mier de l'an.

Il a gelé comme à New-York.

Et les pauvres gens ont dû [illegible]

Ne souffriront-ils point enco[illegible]

Heureusement que la chari[illegible] tienne organise ça et là des foir[illegible] concerts au bénéfice des pauvre[illegible]